



DOSSIER

TROIS MARXISTES ACTUELS

ENTRETIEN

WOLFGANG STREECK :

« MARX N'AVAIT PAS PRÉVU KEYNES »

Le capitalisme bénéficie-t-il vraiment à tous ou seulement à la classe des possédants ? La question soulevée par Marx se pose avec une acuité renouvelée aujourd'hui, mais dans un contexte différent. Après la parenthèse de l'État-providence, nous assistons depuis les années 1970 à une révolte du capital, que la mondialisation favorise.



LE LIVRE

Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme, traduit de l'allemand par Frédéric Joly, Gallimard, 2014, 400 p.



L'AUTEUR

Wolfgang Streeck est sociologue de l'économie et professeur émérite à l'Institut Max Planck pour l'étude des sociétés, à Cologne.

Que pouvons-nous encore apprendre de Karl Marx ?

D'abord que notre société est une société historique, qui s'inscrit dans un flux d'événements.

Et ensuite que ce flux d'événements s'ordonne de façon structurelle, que l'évolution de la société obéit donc à une logique qu'il nous faut comprendre pour pouvoir interpréter ce qui se passe. Cette logique est difficile à reconstruire, mais elle dynamise de façon extraordinaire la théorie et l'expérience historique.

Vous admettez que le capitalisme actuel est très différent du capitalisme au temps de Marx ?

Je ne le dirais pas de façon aussi catégorique. Pour Marx, le capitalisme est la forme prise par la société moderne, dont le développement repose sur l'accumulation infinie de capital dans le secteur privé.

Il est lié à une idéologie du progrès qui remonte au XVIII^e siècle et à la conviction, formulée par Adam Smith, que ce processus profite non seulement aux détenteurs de capitaux, mais à la société dans son ensemble, par la vertu intrinsèque du marché. La logique fondamentale de l'accumulation, de même que son corollaire, l'illusion qui la rend possible, la « main invisible », restent parfaitement valables aujourd'hui ! Et la question que Marx a posée au capitalisme – « Ce système bénéficie-t-il vraiment à tous, ou seulement à la classe des possédants ? » – n'a jamais cessé de se poser.

Mais on ne peut tout de même pas dire que l'histoire ait confirmé les prédictions marxistes : la mort annoncée du capitalisme n'a pas eu lieu.

Il s'est produit en effet quelque chose que Marx n'avait pas prévu : pendant un certain temps, l'État démocratique a pu faire en sorte que les profits du système soient plus également répartis. Ce fut le résultat du compromis de 1945 entre capital et travail, qui a conduit à l'émergence de l'État-providence. D'une certaine manière, on peut dire que Marx n'avait pas prévu Keynes... Après la Seconde Guerre mondiale, et pendant trois décennies, les pays développés occidentaux sont parvenus, en appliquant les idées de ce dernier, à réguler le capitalisme. Ils ont mené avec succès une politique de planification visant à garantir la croissance, le plein emploi, une répartition plus égalitaire des profits et une protection sociale préservant en partie de l'imprévisibilité du marché. Au point, d'ailleurs, que l'on a pu imaginer possible la convergence du capitalisme et du communisme !

Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Vous montrez dans votre livre que, à partir des années 1970, nous avons assisté à une révolte du capital.

Oui, l'histoire du capitalisme après les années 1970 est une histoire d'évasion : le capital s'est évadé du carcan de la régulation sociale qui lui avait été imposé après 1945, et qu'il n'avait accepté qu'à contrecœur.

Pourquoi ce tournant se produit-il dans les années 1970 ?



En raison de la conjonction, à cette époque, de deux phénomènes. D'une part, c'est le moment où la puissance de l'État social est à son sommet et où, a contrario, celle du capital est plus faible que jamais. La vague mondiale de grèves des années 1968-1969 constitue le point culminant de ce rapport de forces et, en même temps, l'événement qui va déclencher la réaction du capital. Ces grèves l'ont terrifié. Elles manifestaient à ses yeux l'absence de retenue de salariés trop choqués par la prospérité et l'État-providence. Dès lors, son but était clair : défaire le contrat social de l'après-guerre.

Pour mener à bien ce projet, le capital a bénéficié du second phénomène caractéristique des années 1970 : la mondialisation. Les frontières des États nationaux, à l'intérieur desquelles il était contrôlé et se sentait prisonnier, se sont peu à peu effacées, grâce à la mobilité des capitaux, aux traités commerciaux et aux progrès de l'industrie des transports.

Mais cette mondialisation est-elle une cause ou une conséquence de la révolte du capital ? N'a-t-elle pas été encouragée par lui pour faciliter son « évasion » ?

Au départ, cette internationalisation a été encouragée par des évolutions techniques. Les porte-conteneurs inventés après la guerre, par exemple, ont permis ce qui était inenvisageable avant : transporter des voitures japonaises en Europe [lire Books n° 78, juillet-août 2016].

Marx et Engels, dans le *Manifeste du parti communiste*, décrivent l'achèvement du marché mondial. Mais c'était loin d'être une réalité à leur époque. Cela ne s'est réalisé que grâce à ces moyens nouveaux qui n'existaient pas au XIX^e siècle. À partir de là, oui, le

capital a tout fait pour encourager cette internationalisation de l'économie, qui ouvrait aux grandes entreprises des possibilités jusqu'alors insoupçonnées de transférer leur assujettissement à l'impôt dans des pays moins exigeants en la matière ; qui permettait aussi de délocaliser ou d'exercer un chantage à la délocalisation pour obtenir une baisse des taux d'imposition dans le pays d'origine.

Ce refus de l'impôt est-il la forme principale qu'a prise la révolte du capital ?

Un curieux paradoxe, n'est-ce pas ? Le capital n'a cessé de fustiger l'« inflation de revendications » des salariés. Des revendications dont il a prétendu qu'elles ruinaient l'État et auxquelles il fallait donc mettre bon ordre. Mais s'il y a eu « inflation des

Aujourd'hui, si je vous suis bien, le capitalisme a retrouvé les traits qui avaient été les siens avant le compromis de 1945 et la théorie marxiste, du même coup, redevient pertinente ?

Oui, mais en partie seulement. Car, pour Marx lui-même, ne l'oublions pas, l'histoire ne se répète pas. Le mécanisme d'accumulation dont j'ai parlé, et qui reste dans une grande mesure valable, obéit à d'autres modalités. Il n'y a pas eu de retour pur et simple en arrière. Le capital ne pouvait pas abolir d'un coup les acquis de l'après-guerre. Il fallait préserver la paix sociale. Dans les années 1970, la « combine » a consisté à désamorcer le conflit de répartition qui se profilait entre travail et capital par l'inflation : pour compenser la perte de revenu engendré par la diminution des contributions du capital à l'État-providence, on a



Sortie d'usine en 1947. Au lendemain de la guerre, la classe capitaliste discréditée a dû négocier un nouveau contrat avec les forces de travail. Celui-là même qu'elle défait depuis quarante ans.

fait fonctionner la planche à billets... Evidemment, cela ne pouvait pas durer. L'inflation a donc été remplacée par l'endettement public : à partir de la fin des années 1970, les États ont emprunté (au lieu de taxer) pour réussir à maintenir le niveau des prestations. Puis, dans les années 1990, quand les gouvernements ont commencé à se soucier du poids croissant du service de la dette dans leur budget et qu'ils ont réduit leurs dépenses (et donc

les prestations sociales), nous avons eu recours à l'endettement privé. En d'autres termes, nous avons offert aux ménages, pour préserver leur pouvoir d'achat rongé par ces mesures de consolidation budgétaires, de s'endetter selon des facilités inédites. Ce qui nous a menés à la catastrophe de 2008.

revendications », elle a été le fait des classes supérieures, dont les revenus et les patrimoines ont augmenté de manière vertigineuse, notamment en raison des allègements fiscaux dont elles ont bénéficié ; tandis que les salaires et les prestations sociales stagnaient ou s'effondraient complètement au bas de l'échelle. La vérité, c'est que le déficit structurel actuel des États développés ne vient pas d'un trop-plein de dépenses, mais d'un manque de recettes : le capital n'est plus suffisamment taxé.

les prestations sociales), nous avons eu recours à l'endettement privé. En d'autres termes, nous avons offert aux ménages, pour préserver leur pouvoir d'achat rongé par ces mesures de consolidation budgétaires, de s'endetter selon des facilités inédites. Ce qui nous a menés à la catastrophe de 2008.

Pourquoi les États ont-ils cédé devant le capital ?

Par crainte du refus d'investir. Le capital peut faire du chantage :



si vous n'acceptez pas ses conditions, il investit ailleurs. Et, avec les gouvernements, ça a toujours suffi. Il ne faut pas non plus sous-estimer le pouvoir d'attraction du capitalisme consumériste contemporain, qui permet de consommer d'innombrables produits très variés. Et tout le monde veut acheter le plus de biens possible, le moins cher possible. Évidemment, ce qui est bon pour le consommateur ne l'est pas nécessairement pour le salarié... Nous achetons plus et moins cher, mais nous perdons nos emplois et, à terme, nous ne pourrions plus rien acheter du tout. Les individus n'ont pas toujours conscience de cette contradiction, entre leurs exigences de consommateurs et leurs exigences de travailleurs.

Dans votre livre, vous mentionnez un autre facteur qui a contribué au triomphe du capitalisme actuel : la réhabilitation inattendue du travail salarié. Que s'est-il passé exactement ?

Cette réhabilitation est liée à ce que j'évoquais, à l'ivresse consumériste des trois ou quatre dernières décennies, à ce qu'Adorno appelait le « bien-être dans l'aliénation ». Les salariés ont non seulement accepté leur dépendance à la rémunération, mais en ont tiré une forme de fierté.

L'afflux des femmes sur le marché du travail, à compter des années 1970, a joué un rôle décisif dans ce processus. Elles ont vécu le salariat comme une émancipation par rapport aux tâches domestiques, qui leur apparaissaient désormais comme de l'esclavage. Incitées à exercer une activité professionnelle, elles sont devenues très souvent les alliées des employeurs soucieux de déréguler le marché du travail, et qui pouvaient dorénavant opposer ces nouvelles venues plus compétitives à leurs homologues masculins.

C'est donc la faute des femmes ?

L'histoire de leur arrivée sur le marché du travail montre toute l'ambiguïté du capitalisme. Une ambiguïté que, du reste, Marx et Engels avaient déjà soulignée dans le *Manifeste du parti communiste*. Ils y décrivent l'opposition entre le traditionalisme qui ne veut rien voir changer, qui refuse de se soumettre aux lois du marché, et les promesses d'émancipation, d'autonomie de ce même mar-

ché. Nous retrouvons ici toute cette ambivalence : l'histoire de l'entrée des femmes sur le marché du travail peut être racontée comme la conséquence de la pression sur les salaires et du recul de l'État-providence, qui obligent les familles à chercher un second salaire. Mais on peut également la raconter, et de façon tout aussi convaincante, comme l'histoire de l'affranchissement des femmes, qui échappent à la dictature de l'homme et du mariage.

Le paradoxe, si l'on en croit votre livre, c'est que cette émancipation promise par le capitalisme débouche sur un affaiblissement de la démocratie. Comment est-ce possible ?

L'un des grands mythes de la science économique standard, c'est que les hommes politiques, pour être élus ou réélus, cèdent nécessairement à la pression de la majorité et à ses exigences excessives, ce qui mène à un gaspillage des ressources. Le marché, en revanche, impersonnel, indépendant, obéirait à la pure rationalité. Tout ceci est faux. Lorsqu'on retrace la genèse de la crise fiscale actuelle, il apparaît que l'explosion la plus dramatique de l'endettement depuis la Seconde Guerre mondiale, celle de 2008 et des années qui ont suivi, n'a absolument rien à voir avec une prétendue explosion des exigences démocratiques. Elle est le résultat du chantage des banques qui, se trouvant en situation critique, sont parvenues à se présenter comme « *too big to fail* » et ont été renflouées par l'État.

Mais la doctrine dominante a malgré tout – et, paradoxalement, d'avantage encore depuis 2008 – réussi à faire croire qu'il fallait protéger les finances publiques des revendications générées démocratiquement. Nous avons adopté une politique économique fondée sur les règles (comme la fameuse « règle d'or » inscrite dans les Constitutions, qui oblige les États à avoir des budgets à l'équilibre !), sur l'indépendance des banques centrales, sur le règne des « experts » et des instances supranationales, bref une politique immunisée contre les résultats électoraux.

Mais pendant longtemps, et en particulier pendant la Guerre froide, démocratie et capitalisme n'étaient-ils pas présentés comme indissociables ?

Ce n'était qu'une alliance de circonstance. Elle s'est nouée en 1945. Elle était cimentée par la peur du communisme.

Mais pourquoi ne pas revenir au compromis de 1945 ?

Il est le fruit de conditions exceptionnelles. Après la guerre, la classe capitaliste était discréditée et elle a dû se résoudre à nouer un nouveau contrat avec les forces du travail. Les soldats revenant de la guerre, aux États-Unis notamment, ont exigé qu'il n'y ait plus de chômage. Ils voulaient aussi avoir la possibilité de s'instruire, ainsi que des chances d'ascension sociale pour eux et leurs enfants. Et à une armée qui revient du champ de bataille, on ne peut pas dire non... C'est aussi ce qui s'est passé en Angleterre. L'État social y a été imposé par les soldats de retour du front. Le capital a dû à cette époque se montrer très prudent vis-à-vis du travail et a accepté (provisoirement) ce qu'il n'aurait jamais accepté en d'autres circonstances. De plus, je crois qu'aujourd'hui la mondialisation du capital est trop avancée pour revenir en arrière.

Comment envisagez-vous l'avenir ?

Comme une longue transition marquée par la fréquence croissante des crises et l'augmentation des inégalités, qui va déboucher sur une situation d'anomie. L'État se retrouve de plus en plus impuissant. Dans l'article que vous reproduisez, que j'ai lu avec plaisir, Menand cite le livre de Piketty [*lire p. 25*]. Or le dernier chapitre de celui-ci fait des propositions : un impôt mondial sur le capital, en particulier, pour mettre fin à l'accroissement des inégalités. Mais, quand on considère l'état actuel non seulement de l'économie mais surtout de la politique, c'est une perspective complètement irréaliste.

Il n'y a aucune solution, selon vous ?

Je ne sais pas, je n'en vois pas... Je ne vois pas ce qui, aujourd'hui, pourrait nous permettre de reprendre le contrôle. Marx pensait qu'une alternative était à disposition : l'Internationale avec un prolétariat organisé. Je ne vois rien de tel aujourd'hui, pas de vaste mouvement populaire organisé, capable de s'opposer au capital mondialisé. C'est une différence décisive avec le XIX^e siècle. ■

— Propos recueillis par Baptiste Touverey.